

LOUISA HANOUNE À KHEMIS-MILIANA :**«Dissoudre l'APN et organiser des élections anticipées»**

Mercredi, en début d'après-midi, une journée avant la date du coup d'envoi de la campagne pour l'élection présidentielle, fixée au 9 avril prochain, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a animé un meeting à la salle de cinéma El-Kawakib de Khemis-Miliana.

Devant une assistance nombreuse bien ciblée, de chômeurs, de femmes travailleuses, d'étudiants, de retraités, faisant l'économie des fastidieuses présentations protocolaires des prises de parole, Louisa Hanoune a entrepris un véritable réquisitoire contre les différents systèmes de gouvernance qui se sont succédés, en commençant par se disculper et disculper sa formation politique. «Nous ne sommes pas responsables de ce qui est arrivé au pays, ni de ses malheurs... Nous n'avons jamais géré, nous n'avons fait que mener une lutte inlassable, ininterrompue, sans compromission, pour

la dignité nationale», a-t-elle déclaré. «Nous nous étions opposés à la fermeture des usines et nous continuons à nous y opposer, au moment où on les fermait par dizaines pour les vendre à des patrons qui ne respectent pas les droits des travailleurs et renient leurs engagements quant aux droits des travailleurs, et vous avez un exemple ici à El-Khemis, avec la briqueterie», a-t-elle ajouté.

Louisa Hanoune rappelle aussi qu'«on nous a conseillé de détruire le secteur public et on l'a fait, alors que chez ceux qui nous le conseillaient, la résistance s'organisait pour



Photo : Walid Triaa

sa défense». La secrétaire générale du PT parle alors de «contradictions entre le sommet et les exécutants». Elle rapporte aussi que là où elle est allée, elle a rencontré les mêmes cris de souffrance de jeunes chômeurs, pourtant diplômés, de femmes sans travail, de pères de famille qui se plaignent.

Selon Louisa Hanoune, les 13 % du taux de chômage, déclaré officielle-

ment, sont un mensonge et les dispositifs mis en place, tels que le filet social à 3 000 DA, le préemploi, le travail temporaire ou par alternance, sont une honte et un scandale dans un pays où 130 milliards de dollars sont dans les banques étrangères. «Pourtant, affirme-t-elle, notre administration à elle seule peut offrir 700 000 emplois permanents». Fustigeant l'attitude des

autres députés, elle déclare : «Ils se sont augmentés et se sont opposés à l'augmentation du Smig à 1 500 DA...», et de généraliser, en déclarant que «toutes les lois qu'ils votent ne vont que dans le sens de leurs intérêts personnels». Pourtant, affirme-t-elle «l'argent existe, mais pas la volonté politique».

Enfonçant le clou, Louisa Hanoune dira : «Depuis 1962, les Algériens n'ont jamais choisi leurs véritables représentants et l'APN n'est pas représentative de la volonté du peuple.» Elle suggère de «libérer l'Etat des contradictions, démocratiser le système politique et le rendre plus crédible. La seule légitimité est celle que donne le peuple à ses gouvernants», en citant la Bolivie et le Venezuela. «Quand le peuple est avec ses gouvernants, quand il les a choisis, aucune volon-

té politique étrangère ne peut le défaire». En ajoutant : «Il faut dire la vérité au peuple, il est adulte et il l'a prouvé.» Elle appelle, alors, à la dissolution de l'APN et à procéder à des élections anticipées.

S'adressant aux candidats à l'émigration légale ou clandestine, aux haraga, la secrétaire générale du PT dira qu'il n'y a plus de travail ailleurs, et l'image de quelque 1000 cadavres dans les frigos de ces jeunes poussés à s'exiler par la hogra est partout».

Pour en revenir à l'objet de son meeting, elle appelle quand même au vote pour le 9 avril, «nous n'avons pas géré mais nous sommes capables de le faire avec vous, nous avons les solutions, un programme et surtout la volonté politique de construire l'Algérie ensemble».

Karim O.

DJAHID YOUNSI ENTAME SA CAMPAGNE DEPUIS LA CASBAH D'ALGER**«Nous exigeons la repentance de la France»**

C'est depuis le musée Ali-Amar, dans le quartier populaire de La Casbah, que le candidat du mouvement El Islah, Mohamed-Djahid Younsi, a entamé jeudi sa campagne électorale pour la présidentielle du 9 avril prochain, sous le slogan «Votre chance de changement». Une première sortie publique consacrée à l'histoire et à la jeunesse qu'il a d'ailleurs appelée «à aller voter en masse».

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Accompagné de son staff, le secrétaire général du mouvement El Islah a arpenté les venelles étroites de La Casbah en faisant quelques haltes dans les cafés populaires et les hauts lieux historiques de la révolution algérienne et de la lutte contre le colonialisme en jouant sur la fibre nationaliste des Algériens.

De la mosquée Ketchaoua à la Basse-Casbah, au Bastion

23, Djahid Younsi rappellera les luttes du peuple algérien pour son indépendance et la préservation de son identité. «Un passé qu'on ne doit jamais oublier car fait de sacrifices, de héros et de sang versé pour l'indépendance de l'Algérie» dira-t-il.

Le choix du point de départ de sa tournée dans la capitale, la maison où sont tombés en martyrs de la glorieuse révolution, Ali la Pointe et ses amis,

transformée en musée, n'est pas fortuit.

Puisqu'il est dicté, selon Djahid Younis, par «l'importance du sacrifice des jeunes Algériens du temps de la colonisation française pour une Algérie libre et indépendante» à l'image de Ali Amar et de ses compagnons, partis à la fleur de l'âge.

Une jeunesse qui, malheureusement, vit aujourd'hui un profond marasme. «Cette jeunesse que l'on nomme haraga est cette même jeunesse qui a toujours répondu présente à l'appel du pays», lance Djahid Younsi.

Poursuivant sa tournée à pied, le candidat du mouvement El Islah se rendra à un autre

symbole de l'histoire algérienne, la mosquée Ketchaoua. Là encore, il rappellera les crimes commis par la France coloniale et ses tentatives de déracinement du peuple algérien de son identité arabe, musulmane et amazigh.

Il exigera, dans la foulée, de la France «une repentance, des excuses franches et une indemnisation au peuple algérien pour les crimes commis par son armée en Algérie».

De la place des Martyrs au Bastion 23, «symbole de la puissance de l'Algérie durant la période ottomane», le candidat a déclaré que son projet vise, en premier lieu, le rétablissement de la crédibilité et de la souveraineté de l'Algérie au

niveau maghrébin et méditerranéen grâce à la force de sa jeunesse.

C'est donc avec un retour sur l'histoire de l'Algérie qu'a été consacré le premier jour de campagne du candidat d'El Islah avec deux importants messages. Le premier à la jeunesse qui doit rester fidèle aux principes de la révolution, et à la France dont seules une repentance et une reconnaissance de ses crimes commis en Algérie sont à même de garantir un rapprochement sans heurts entre les deux pays.

Dans le cadre de sa campagne présidentielle, le candidat Younsi fera une halte dans une trentaine de wilayas.

L. M.

LE PRÉSIDENT D'EL ISLAH À BLIDA :**«Je demande officiellement à Bouteflika une confrontation à la télévision»**

Le candidat d'El-Islah, le D' Mohamed Djahid Younsi, a lancé, jeudi dernier, à l'issue de son meeting à Blida, un appel au président Abdelaziz Bouteflika, candidat à la présidentielle, aux fins de lui accorder une confrontation électorale devant les caméras de la télévision.

«A partir de Blida, ville des moudjahidines, des chouchades et des savants, je m'adresse officiellement au candidat Abdelaziz Bouteflika pour lui demander de

m'accorder une confrontation à la manière des Américains et devant la télévision», tonnera le candidat Younsi. Ce «défi» a été lancé par Mohamed Djahid Younsi, lorsqu'il parlera des concepts élaborés par les uns et les autres pour sortir l'Algérie du sous-développement. Mais avant, il a dressé un sévère réquisitoire quant à la gestion du pays.

«Nous sommes porteurs d'espoir au moment où le désespoir a envahi les esprits de tous les Algériens et Algériennes à cause d'une politique erro-

née, pratiquée par des politiciens incorrigibles», affirmera-t-il, avant d'ajouter : «Il est de notre devoir d'apporter le changement, car la volonté du peuple est au-dessus de tous, et nul n'a le droit de lui ôter sa volonté par la pression et la menace.»

Le candidat d'El-Islah lancera fièrement à l'assistance que les gens qui se déplacent pour ses meetings viennent librement et non par la force. «Nous n'avons pas le droit de faire pression sur ce peuple pour le contraindre à nous soutenir, d'autant que nous n'avons ni ce pou-

voir, ni l'argent, encore moins la télévision ou autres moyens de ce genre. D'ailleurs, cela n'est pas dans nos habitudes», déclarera-t-il, avant de faire allusion à l'effacement des dettes des agriculteurs «pour acheter leurs voix».

En marge de son meeting, Mohamed Djahid Younsi a animé une conférence de presse au terme de laquelle il a fait savoir qu'il fait réellement dans l'opposition et qu'il se propose comme «alternative à ce système pour l'empêcher de perdurer».

M. B.